

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

SUPPLÉMENT

au n° 727

14 octobre 2022



Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Le POI informe

Nous publions parmi les dizaines de prises de position reçus à la rédaction d'*Informations ouvrières* des extraits de communiqués syndicaux et dépêche de presse, au lendemain de la décision du gouvernement de procéder à des réquisitions dans les raffineries.

Communiqué commun des organisations CGT FO FSU Solidaires UNEF VL MNL FIDL (13 octobre)

« Mardi dernier, une limite a été franchie par le gouvernement, annonçant faire procéder aux réquisitions des salarié.e.s des raffineries et dépôts par les préfetures. Elles sont en cours depuis hier. Cette procédure déjà condamnée par l'OIT constitue une atteinte inacceptable au droit constitutionnel de grève et aux libertés fondamentales.

La mobilisation gagne des secteurs de plus en plus nombreux dans le privé comme dans le public. (...) C'est pourquoi les organisations syndicales et les organisations de jeunesse signataires décident d'appeler ensemble les travailleuses et travailleurs et la jeunesse à la mobilisation y compris par la grève le mardi 18 octobre pour l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux (...).

Communiqué de la fédération nationale des mines et énergie (FNME) CGT (13 octobre)

« La FNME CGT appelle à l'élargissement de la grève dans toutes les entreprises de l'énergie. La FNME-CGT assume pleinement la grève des électriciens et gaziers, dans les centrales nucléaires d'EDF (Bugey, Cattenom, Cruas, Gravelines et Tricastin), et dans les stockages gaz d'ENGIE. »

« Réunis en assemblée générale (...), mardi 11 octobre, [NDLR : 350] salarié.e.s de la centrale nucléaire de Gravelines [NDRL : la plus importante en France] ont voté pour une grève reconductible à partir du 13 octobre, veille du début des travaux de maintenance sur le réacteur 4. Les revendications sont simples : au moins «5%» d'augmentation de salaires. » (*FranceInfo*, 12 octobre)

Communiqué commun des unions départementales CGT FO FSU Solidaires 44 (13 octobre)

« Les Unions Départementales CGT, FO, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique soutiennent pleinement les salariés grévistes, en particulier ceux de la raffinerie de Donges. Elles appellent partout, dans toutes les entreprises, à suivre

l'exemple de nos camarades de Donges, en exigeant l'ouverture de négociation pour l'augmentation générale des salaires à hauteur de l'inflation au minimum, à réunir les salariés et à décider de la grève franche si nécessaire pour obtenir satisfaction à leurs revendications. »

Communiqué de la fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle (FNEC-FP) FO (13 octobre)

« La FNEC FP-FO appelle l'ensemble des personnels à se réunir pour décider la grève dans les écoles, établissements et services dès mardi 18 octobre, afin d'exiger eux aussi une augmentation de salaire immédiate pour tous, à minima à la hauteur de l'inflation, à l'opposé de la pseudo-revalorisation annoncée par le ministre Ndiaye. »

Communiqué CGT RATP (13 octobre)

« La CGT-RATP appelle l'ensemble des salariés de l'entreprise à se saisir du mardi 18 octobre, journée d'action interprofessionnelle, en entrant en grève et en manifestant pour soutenir l'exigence d'une revalorisation salariale. Le leur revient de débattre ensemble sur les suites à donner »

Communiqué du pôle FO MRF du groupe RATP (13 octobre)

« La section MRF (maintenances des matériels roulants ferroviaire) appelle l'ensemble des agents MRF à construire la grève dès le 18 octobre prochain et à venir manifester massivement. Nous revendiquons l'ouverture des NAO, une réelle prise en compte des pénibilités des mainteneurs et que s'ouvre enfin de véritables négociations sur les métiers de la maintenance, qui sont à chaque fois considéré comme la cinquième roue du carrosse. (...) Dès le 18 octobre 2022, grève, AG et manifestation. »

Communiqué de la fédération CGT cheminots (13 octobre)

« La Fédération CGT appelle les cheminotes et cheminots à agir par la grève le 18 octobre prochain, ainsi qu'à participer massivement aux manifestations. »

Communiqué commun des unions régionales d'Ile-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires, avec UNEF, FIDL et MNL (13 octobre)

« Les réquisitions décidées par le gouvernement sont une véritable atteinte au droit constitutionnel de grève. Nous les dénonçons avec force et appelons à la mobilisation le mardi 18 octobre. Par la grève et la manifestation Rendez-vous à 14h00 Place d'Italie à Paris. Nous appelons les salarié.e.s à se réunir, dès maintenant, en assemblées générales dans les entreprises et services avec leurs syndicats en créant les conditions de l'unité la plus large afin de débattre des moyens d'actions nécessaires pour s'opposer aux projets gouvernementaux de réforme des retraites, de casse de l'assurance chômage, pour la défense des services publics et pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux, y compris par la grève comme c'est le cas aujourd'hui dans les raffineries. »

LU DANS LA PRESSE

« La grève pour les salaires a été reconduite "partout" chez TotalEnergies, soit sur les cinq sites du groupe déjà bloqués, a annoncé vendredi Eric Sellini, coordinateur CGT pour le groupe, à l'AFP (...) Dans un communiqué, jeudi matin, TotalEnergies annonce proposer l'attribution d'un bonus, pour tous ses employés dans le monde, « correspondant à un mois de salaire qui sera versé en décembre, sous réserve d'accords salariaux dans les divers pays et filiales concernés ». (...) Le groupe indique par ailleurs être disposé à « envisager un budget pour les augmentations salariales 2023 sur la base de l'inflation 2022 ». Soit autour de 6%, selon les derniers chiffres. » **Le Figaro, 14 octobre**

« Revers, divisions : la majorité relative perd pied à l'Assemblée » (« Le Point »)

Au lendemain de l'annonce par la première ministre des réquisitions de grévistes dans les raffineries, en plein bouillonnement que cette décision provoque dans tout le pays, Macron intervient sur France 2, le mercredi 12 octobre.

Il y confirme l'augmentation des livraisons d'armes en Ukraine et le renforcement du déploiement militaire français dans le dispositif de l'Otan. Il accuse tous ceux qui ne suivent pas ses consignes d'union nationale, qui manifestent, qui partent en grève, de « compromettre les intérêts de la nation ». Et de conclure : « On va continuer, envers et contre tout, les réformes », faisant allusion implicitement à celles de l'assurance chômage et des retraites.

Mais au même moment... « Revers, divisions : la majorité relative perd pied à l'Assemblée », titre *Le Point* (13 octobre). Lors de la discussion du projet de loi de finances, le gouvernement est battu lors de nombreux votes, à commencer par celui de l'article préliminaire.

19 DÉPUTÉS MACRONISTES VOTENT CONTRE L'AVIS DU GOUVERNEMENT

Et ce n'est pas tout : un amendement, présenté par le Modem, instituant une taxe, modeste et temporaire, sur certains dividendes est votée... avec l'appui d'une vingtaine de députés du parti présidentiel (dont le suppléant de la Première ministre Elisabeth Borne !), contre l'avis du gouvernement, qui ne trouve que 88 voix (sur 577 députés) pour le suivre ! « C'est la première fois que le gouvernement est mis en échec à cause de sa propre majorité », pointe l'éditorialiste du *Figaro*

« C'est la première fois que le gouvernement est mis en échec à cause de sa propre majorité »

(*Le Figaro*)

(14 octobre). Dans cette situation, l'article 49.3 de la Constitution sera probablement brandi par le gouvernement dans les prochains jours pour imposer son projet... contre une partie, donc, de ses propres députés.

« Crises, réformes difficiles. La situation du président est complexe », juge *Le Parisien* (14 octobre). A l'Elysée, les pots de départs se multiplient. « Pas plus tard que mardi soir, huit ex-conseillers ont eu une nouvelle fois droit à un verre (...). C'est la deuxième soirée du genre. La dernière avait eu lieu il n'y a pas quinze jours. Une autre sera bientôt programmée. De ses 50 conseillers de 2017, il n'en reste que huit. Drôle de période », note le journal.

SECOURS AU CŒUR DE L'APPAREIL DE L'ETAT

La crise atteint le cœur de l'appareil d'Etat. Les policiers, opposés à la réforme de la police judiciaire, défient le ministre Darmanin, qui avait démis un haut responsable de la PJ à Marseille, limogé pour avoir exprimé son opposition au projet. La conférence des procureurs généraux – rien que ça ! – entre aussi en rébellion, exige un « moratoire » de cette réforme.

Au moment, encore, les services de renseignement territorial adressent une note d'alarme sur le climat social du pays, pointant les risques de « contagion » de la grève des raffineries (*lire ci-contre*).

« La macronie est fragile. La colère sociale continue de monter, alors que la grande marche de dimanche se profile », note avec raison le journal de LFI, *L'Insoumission* (13 octobre) ! ■

■ Les « RG » alertent le gouvernement sur les risques de « contagion » de la grève

(Lu sur le site internet du *Parisien*, le 13 octobre)

Alors qu'un mouvement de grève paralyse déjà plusieurs raffineries et centrales nucléaires françaises, une note du renseignement territorial, consultée par *Le Parisien* ce jeudi, s'inquiète d'une « possible contagion aux branches interprofessionnelles » qui « semble se matérialiser ».

Parmi les secteurs cités, celle-ci souligne un risque de rassemblements chez « les dockers, agents portuaires, cheminots ou encore agents de centrales nucléaires et du secteur automobile ».

La crainte d'un mardi noir se renforce : en début de soirée jeudi, la CGT, FO, Solidaires et FSU ont invité leurs syndiqués à une journée de grève interprofessionnelle le 18 octobre, alors que plusieurs secteurs spécifiques ont lancé individuellement leurs appels.

« A bas la guerre ! »

■ Appel de l'Union pacifiste et de la fédération nationale de la Libre pensée (extraits), 12 octobre 2022

« **A** l'heure où le monde entier et particulièrement l'Europe connaît à nouveau le bruit des canons, le fracas des armes et que le sang coule à flot, l'Union Pacifiste de France et la Fédération Nationale de la Libre Pensée, fidèles à leurs idéaux et aux intérêts des peuples, décident d'organiser des rassemblements pacifistes autour du 11 novembre, afin de faire de cette date un grand moment de mobilisation contre la

guerre et pour la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la Première guerre mondiale.

La FNLP et l'UPF apportent leur soutien indéfectible à tous les déserteurs et mutins de toutes les armées de tous les pays qui refusent de verser le sang des autres. Elles soutiennent leur droit d'être accueillis et protégés en tant que réfugiés.

L'Union pacifiste et la Libre Pensée appellent tous les pacifistes à participer en

masse aux rassemblements pacifistes autour du 11 novembre, dont les monuments de Gentioux et de Chauny sont les puissants symboles. Maudite soit la guerre, maudites soient toutes les guerres !

Réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple ! Soutien inconditionnel aux déserteurs et aux mutins de tous les pays !

Participez tous aux rassemblements pacifistes ! »

En bref

Grève chez Renault Trucks à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales pour des augmentations de salaire le jeudi 13 octobre

« L'ensemble des organisations syndicales représentatives de Renault Trucks (FO, CFDT, CFE-CGC, CGT et Sud) ont décidé d'appeler à la grève ce jeudi 13 octobre avec un rassemblement à Vénissieux. Des mouvements similaires sont organisés sur les autres sites de production de Renault Trucks en France. Les organisations appellent notamment le décalage entre les augmentations octroyées en début d'année et le niveau d'inflation à ce jour et les résultats du groupe Volvo sur les deux premiers trimestres qui sont excellents. »

Communiqué FO Renault Trucks, 12 octobre

